

Greffe
du Tribunal de Commerce de
PROVINS
GREFFE DU TRIBUNAL
BP 90
77483 PROVINS CEDEX

**CERTIFICAT
DE DEPOT D'ACTES DE SOCIETE**

Concernant :

SA SABLIERES DE SAINT SAUVEUR LES BRAY
77480 ST SAUVEUR LES BRAY

Dépôt effectué par :

SA S.A. MONDIAL AUDIT
17, Rue Maximilien Michelin
77160 PROVINS

Numéro RCS : PROVINS B 346 480 114

<1802/1964B00011>

Pièces déposées le 20/01/2007

Numéro : 27050

Procès-verbal d'Assemblée Extraordinaire du 29/12/2006
APPROBATION DU RAPPORT D APPORT PARTIEL D ACTIF A
LA SAS SABLIERES DU NOGENTAIS
CHANGEMENT DE DENOMINATION, DE FORME, D'OBJET SO-
CIAL, NOMINATION DES MEMBRES DU CS

Statuts mis à jour du 29/12/2006

PV réunion comm. CA & SURV du 29/12/2006
NOMINATION DU PRESIDENT ET DU VICE PRESIDENT DU
CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Greffier,

A2C MATERIAUX

Société anonyme au capital de 1.224.400 €
Siège social : SAINT SAUVEUR LES BRAY 77 480
346 480 114 RCS PROVINS

PROCES-VERBAL DE LA REUNION

DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DU 29 DECEMBRE 2006



L'an deux mil six, et le vingt neuf décembre,

A l'issue de l'assemblée générale extraordinaire tenue ce jour, les personnes désignées en qualité de membres du Conseil de surveillance aux termes de ladite assemblée se sont réunies en vue de procéder à la constitution du bureau du Conseil de surveillance, de nommer les membres du Directoire et d'organiser la direction générale de la Société.

Sont présents et ont signé le registre de présence :

- Madame Anne-Marie CHARLE,
- Madame Agnès CHARLE,
- Monsieur Michel LAUNOY.

La réunion est présidée par Monsieur Michel LAUNOY, membre du Conseil le plus âgé.

Le Président constate que tous les membres du Conseil de surveillance étant présents, celui-ci peut valablement délibérer.

**NOMINATION DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT DU CONSEIL -
CONSTITUTION DU BUREAU**

Monsieur Michel LAUNOY invite le Conseil de surveillance à procéder à la nomination du Président et du Vice-Président.

A l'unanimité, le Conseil de surveillance nomme Madame Anne-Marie CHARLE en qualité de Présidente du Conseil de surveillance pour la durée de son mandat de membre du Conseil de surveillance, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Elle disposera de tous les pouvoirs que la loi et les statuts attachent à ces fonctions.

Madame Anne-Marie CHARLE remercie les membres du Conseil de surveillance de leur confiance et déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées.

A l'unanimité, le Conseil de surveillance nomme Monsieur Michel LAUNOY en qualité de Vice-

M. L.

AC

A.M.C

Président du Conseil de surveillance pour la durée de son mandat de membre du Conseil de surveillance, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Il disposera de tous les pouvoirs que la loi et les statuts attachent à ces fonctions.

Monsieur Michel LAUNOY remercie les membres du Conseil de surveillance de leur confiance et déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées.

La séance se poursuit sous la présidence de Madame Anne-Marie CHARLE

NOMINATION DU DIRECTOIRE

Le Conseil de surveillance fixe à deux, le nombre des membres du Directoire et nomme, en qualité de premiers membres du Directoire, pour une durée de six années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle à tenir dans l'année 2012 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2011, et au plus tard le 28 décembre 2012 :

- Monsieur Arnaud CHARLE, né le 12 juin 1969 à NEUILLY S/SEINE (92), de nationalité française, demeurant à CHAMPLIT (77480 SAINT-SAUVEUR-lès-BRAY),
- Monsieur Christophe RAYER, né le 30 juillet 1964 à PROVINS (77), de nationalité française, demeurant 22 rue Sainte Croix, PROVINS (77160 PROVINS),

Les membres ainsi nommés introduits en séance, déclarent accepter lesdites fonctions.

Chacun d'eux déclare en outre qu'il satisfait à la limitation requise par la loi en ce qui concerne le cumul du nombre de sièges de membre du Directoire, Directeur Général unique, Président du Directoire, Président du Conseil d'administration ou Directeur Général de sociétés anonymes qu'une même personne peut occuper, aucune fonction et qu'il n'est frappé d'aucune interdiction ou déchéance susceptible de lui interdire l'exercice de ces fonctions.

NOMINATION DU PRESIDENT DU DIRECTOIRE

Le Conseil de surveillance confère à Monsieur **Arnaud CHARLE** la qualité de Président du Directoire, pour la durée de son mandat de membre du Directoire, soit, ainsi qu'il est dit ci-dessus, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle à tenir dans l'année 2012, et au plus tard le 28 décembre 2012.

Monsieur Arnaud CHARLE déclare accepter lesdites fonctions.

POUVOIRS DU DIRECTOIRE

Le Président du Directoire représente la Société à l'égard des tiers.

Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et des pouvoirs attribués par la loi au Conseil de surveillance et aux assemblées générales.

Toutefois, en application de l'article 17 des statuts et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, le Directoire ne pourra, sans l'autorisation préalable du Conseil de surveillance, accomplir les actes suivants :

- Cessions d'immeubles par nature,

M. L.

AC

A-M.C

- Cessions et prises de participations,
- Souscription d'un emprunt d'un montant unitaire supérieur à 1M€,
- Octroi de caution, avals et autres garanties,
- Investissements supérieurs à 1M€,
- Cessions d'actifs supérieurs à 1 M€.

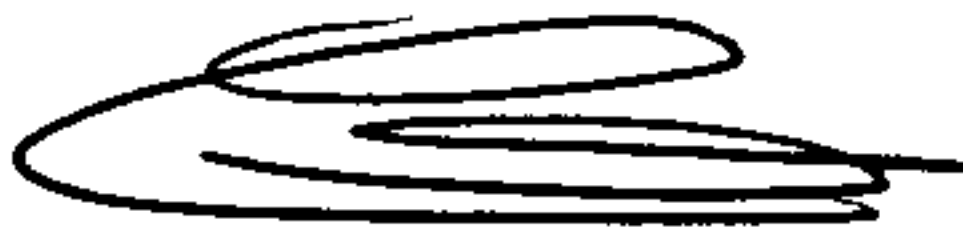
REMUNERATION DES MEMBRES DU DIRECTOIRE

La rémunération des membres du Directoire sera fixée par une décision ultérieure du Conseil.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par tous les membres du Conseil de surveillance et les membres du Directoire, et ce pour l'acceptation de leurs fonctions.

Madame Anne Marie CHARLE
Président du Conseil de Surveillance



Madame Agnès CHARLE
Membre du Conseil de Surveillance



Monsieur Michel LAUNOY
Membre du Conseil de Surveillance



SABLIÈRES DE SAINT SAUVEUR LES BRAY
Société anonyme au capital de 1.224.400 €
Siège social : SAINT SAUVEUR LES BRAY 77480
346 480 114 RCS PROVINS

043026 en regard des Minutes du Greffe du Tribunal de Commerce de Provins
suivant procès-verbal en date du 20 JAN. 2007
1^{er} Greffier,

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 29 DECEMBRE 2006**



L'an deux mille six, et le vingt neuf décembre, à 10 heures, les actionnaires de la société se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à SAINT SAUVEUR LES BRAY, sur convocation faite par le Conseil d'Administration.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel que comme mandataire.

Madame Anne-Marie CHARLE préside la séance en sa qualité de Président Directeur Général.

Monsieur Arnaud CHARLE, présent et acceptant, disposant tant que par lui même que comme mandataire du plus grand nombre de voix, est appelé comme scrutateur.

Madame Marie-Noëlle MOUREY est désignée comme secrétaire.

Monsieur Edouard PINÇON, commissaire aux comptes, régulièrement convoqué est absent et excusé.

Monsieur Dominique PAULHET Commissaire à la scission, n'assiste pas à la réunion.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents, représentés possèdent la totalité des actions.

En conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des actionnaires :

- la feuille de présence à l'assemblée;
- les pouvoirs des actionnaires représentés;
- les copies des lettres de convocation;
- les certificats de dépôt de la convention d'apport partiel d'actif au greffe du tribunal de commerce de PROVINS;
- un exemplaire du journal d'annonces légales, dans lequel a été publié l'avis d'apport;
- un exemplaire des statuts de la société.

Il dépose également les documents suivants soumis au vote de l'assemblée :

- le rapport du Conseil d'Administration;
- le texte des résolutions proposées;
- un exemplaire de la convention d'apport partiel d'actif;
- le rapport de Monsieur Dominique PAULHET, Commissaire à la scission, désigné par ordonnance du Président du tribunal de commerce de PROVINS, en date du 9 octobre 2006 ;

Puis le Président déclare que tous les documents et renseignements prévus par la loi et les règlements en vigueur ont été adressés aux actionnaires ou tenus à leur disposition, au siège social, à compter de

[Signatures]
AMC H

la convocation de l'assemblée.

Enfin, le Président déclare qu'il a été adressé ou tenu à la disposition des actionnaires, au siège social, un mois au moins avant la date de la présente assemblée, les documents prévus par l'article 258 du décret du 23 mars 1967, savoir :

- la convention d'apport partiel d'actif établie avec la société SABLIERES DU NOGENTAIS ;
- le rapport du Conseil d'Administration;
- le rapport du Commissaire à la scission;
- les comptes annuels approuvés et les rapports de gestion des trois derniers exercices de la société SABLIERES DE SAINT SAUVEUR LES BRAY et de la société SABLIERES DU NOGENTAIS ;
- un état comptable arrêté à la date du 31 août 2006, soit moins de trois mois avant la date de la convention d'apport.

Puis il indique qu'à la suite de la publication de l'avis d'apport en date du 28 novembre 2006, aucune opposition n'a été formée par les créanciers des sociétés SABLIERES SAINT SAUVEUR LES BRAY et SABLIERES DU NOGENTAIS.

L'assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport du Conseil d'Administration,
- rapport du Commissaire à la scission,
- approbation du projet d'apport partiel d'actif portant sur la branche d'activité granulat au profit de la société SABLIERES DU NOGENTAIS, approbation de cet apport et de sa rémunération,
- proposition de modification de l'objet social,
- changement de la dénomination sociale de la Société ;
- changement du mode de gestion de la Société : adoption de la gestion par un Directoire et un Conseil de surveillance,
- adoption des nouveaux statuts de la Société,
- nomination des membres du Conseil de surveillance,
- pouvoirs en vue des formalités.

Puis le Président fait donner lecture à l'assemblée :

- de la convention d'apport partiel d'actif;
- du rapport du Conseil d'Administration;
- du rapport du Commissaire à la scission ;

Il ouvre ensuite la discussion.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes inscrites à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture de la convention d'apport partiel d'actif, du rapport du Conseil d'Administration, et du rapport du Commissaire à la scission, approuve, dans toutes ses dispositions, ladite convention et ses annexes conclue avec la société SABLIERES DU NOGENTAIS aux termes de laquelle il lui est fait apport de la branche complète et autonome d'activité « Granulat » à compter du 1^{er} janvier 2006.

L'actif net transmis est évalué à 3.436.560 euros, étant précisé qu'il a été expressément convenu que la société SABLIERES DE SAINT SAUVEUR ne serait pas garante solidaire du passif pris en charge par la société SABLIERES DU NOGENTAIS.

L'assemblée générale prend acte que cet apport partiel d'actif sera rémunéré au moyen de la création par la société SABLIERES DU NOGENTAIS de 7.591 actions nouvelles de 110,50 euros chacune, entièrement libérées, attribuées en totalité à la société SABLIERES DE SAINT SAUVEUR LES

 A.M.C. 

BRAY et portant jouissance du 1^{er} janvier 2006.

L'assemblée générale approuve spécialement le montant de la prime d'apport s'élevant à 2.597.754,50 euros.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale constate que l'apport partiel d'actif ne sera définitivement réalisé qu'à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société SABLIERES DU NOGENTAIS ~~LES BRAY~~ approuvant cet apport et réalisant l'augmentation corrélative de son capital social. En conséquence, l'assemblée générale subordonne le maintien de la première résolution ci-dessus à la réalisation de cette condition avant le 31 décembre 2006.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION

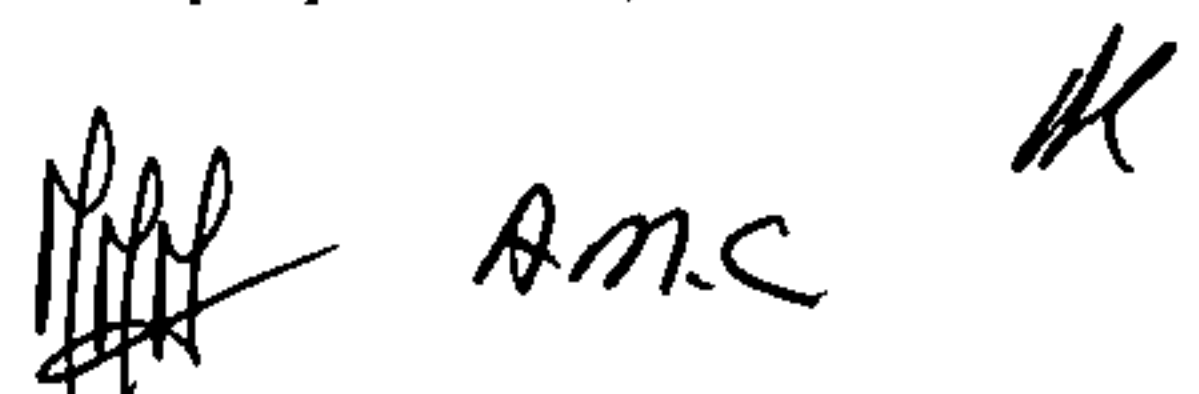
L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration, décide de modifier l'objet social comme tel :

- L'animation, la conduite de la politique et le contrôle des sociétés du Groupe, et à ce titre toutes prestations d'assistance au bénéfice de ces sociétés, de caractère administratif, de direction, de contrôle, de coordination, à caractère juridique, comptable, commercial, de développement ou financier.
- La prise d'intérêts ou de participations, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, notamment par voie d'acquisition ou de souscription de titres sociaux, fusion, de société en participation ou accord de coopération, dans toute société ayant des activités se rapportant directement ou indirectement au secteur d'activité du Groupe ainsi que, plus généralement, dans toutes sociétés commerciales, industrielles, ou financières.
- La prestation de tous services dont la chargeraient, pour leur compte commun, deux ou plusieurs des sociétés, groupements d'intérêts économiques, associations, entreprises ou organismes ci-dessus.
- Toutes opérations et négociations portant sur des valeurs mobilières, parts d'intérêts, droits sociaux ou titres quelconques.
- Et généralement, toutes opérations de quelque nature ou importance qu'elles soient, mobilières ou immobilières, dès lors qu'elles contribuent ou peuvent contribuer, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation de l'objet ci-dessus défini ou qu'elles permettent de sauvegarder directement ou indirectement les intérêts commerciaux ou financiers de la Société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, décide de

 AM.C

modifier les articles 2 des statuts, lesquels auront désormais la rédaction suivante :

ARTICLE 2 – Objet :

- *« L'animation, la conduite de la politique et le contrôle des sociétés du Groupe, et à ce titre toutes prestations d'assistance au bénéfice de ces sociétés, de caractère administratif, de direction, de contrôle, de coordination, à caractère juridique, comptable, commercial, de développement ou financier.*
- *La prise d'intérêts ou de participations, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, notamment par voie d'acquisition ou de souscription de titres sociaux, fusion, de société en participation ou accord de coopération, dans toute société ayant des activités se rapportant directement ou indirectement au secteur d'activité du Groupe ainsi que, plus généralement, dans toutes sociétés commerciales, industrielles, ou financières.*
- *La prestation de tous services dont la chargeraient, pour leur compte commun, deux ou plusieurs des sociétés, groupements d'intérêts économiques, associations, entreprises ou organismes ci-dessus.*
- *Toutes opérations et négociations portant sur des valeurs mobilières, parts d'intérêts, droits sociaux ou titres quelconques.*
- *Et généralement, toutes opérations de quelque nature ou importance qu'elles soient, mobilières ou immobilières, dès lors qu'elles contribuent ou peuvent contribuer, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation de l'objet ci-dessus défini ou qu'elles permettent de sauvegarder directement ou indirectement les intérêts commerciaux ou financiers de la Société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation. »*

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du Conseil d'Administration, décide de changer la dénomination sociale de la Société, qui devient :

A2C MATERIAUX

En conséquence, l'article 3 des statuts relatif à la dénomination sociale se trouve rédigé comme suit :

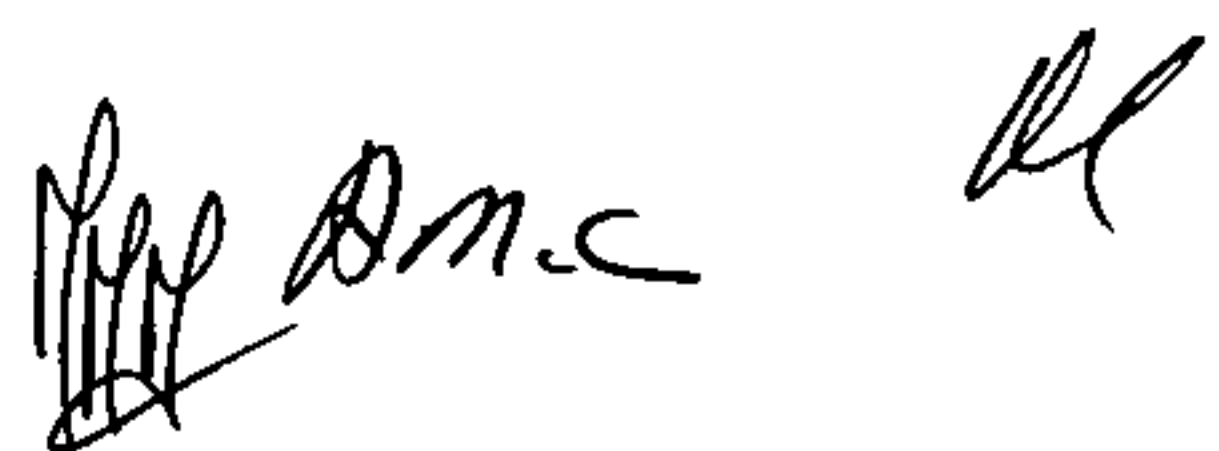
La dénomination de la Société est : **A2C MATERIAUX.**

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration, décide, conformément aux dispositions de l'article L 225-57 du Code de commerce, de modifier à compter de ce jour le mode d'administration et de direction de la Société et d'adopter la gestion par un Directoire et un Conseil de surveillance prévue aux articles L 225-57 à L 225-93 dudit code.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité



SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale adopte article par article, puis dans son ensemble, le texte des statuts qui régiront désormais la Société compte tenu de l'adoption de mode de gestion par un Directoire et un Conseil de surveillance.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale nomme, à compter de ce jour, en qualité de membres du Conseil de surveillance, pour une durée de six ans, qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle à tenir dans l'année 2012 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2011 :

- Madame **Anne-Marie CHARLE** née FORGET, née le 19/08/1941 à SOURDUN (77), de nationalité française, demeurant à SAINT-SAUVEUR-lès-BRAY (77480), 2, Grande Rue,
- Monsieur **Michel LAUNOY**, né le 11/01/1927 à MOHON (08), de nationalité française, demeurant à PAU (64000), 35 bis, rue Michel Hounan,
- Madame **Agnès CHARLE** née BENOIST, née le 09/01/1972 à PARIS (75), de nationalité française, demeurant à CHAMPLIT (77480 SAINT-SAUVEUR-lès-BRAY).

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

NEUVIEME RESOLUTION

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président
Anne-Marie CHARLE (1)

Le Scrutateur
Arnaud CHARLE

Le Secrétaire
Marie-Noëlle MOUREY

*Bon pour acceptation de
fonction de membre du
Conseil de surveillance.*

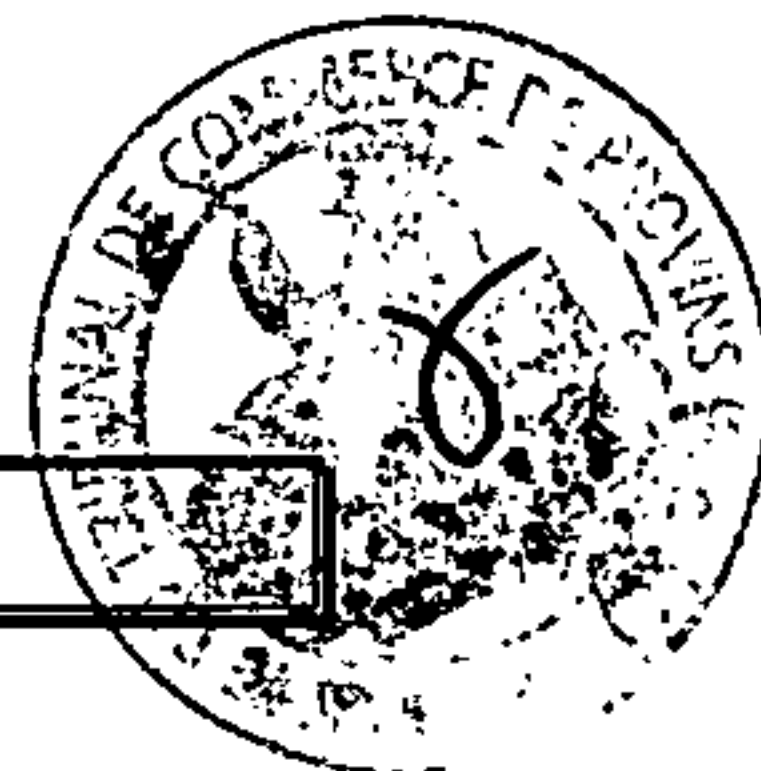
(1) Signature précédée de la mention « Bon pour acceptation de fonction de membre du Conseil de Surveillance »

A 2 C MATERIAUX

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 1 224 400 €
Siège Social : 77480 SAINT-SAUVEUR-lès-BRAY
346 480 114 R.C.S. PROVINS

STATUTS

*ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 29 DECEMBRE 2006*



ARTICLE 1 - Forme

La Société a été constituée sous la forme d'une Société Anonyme aux termes d'un acte sous seing privé en date du 01/04/1964, enregistré à PROVINS le 08/07/1964, folio 43B, bordereau 478/02, sous la dénomination SABLIERES DE SAINT-SAUVEUR-lès-BRAY.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 06/06/1983, il a été décidé de mettre les statuts en harmonie avec les dispositions nouvelles.

Puis, aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 19/12/2002, il a été décidé de mettre les statuts en harmonie avec les dispositions de l'ordonnance n° 2000-912 du 18/09/2000 relative à la codification du Code de commerce et de la loi n° 2001-420 (loi N.R.E.) du 15/05/2001.

Enfin, elle a été transformée en Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance ne faisant pas appel public à l'épargne suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 29/12/2006. Elle est régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 2 - Objet

La Société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- L'animation, la conduite de la politique et le contrôle des sociétés du Groupe, et à ce titre toutes prestations d'assistance au bénéfice de ces sociétés, de caractère administratif, de direction, de contrôle, de coordination, à caractère juridique, comptable, commercial, de développement ou financier.
- La prise d'intérêts ou de participations, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, notamment par voie d'acquisition ou de souscription de titres sociaux, fusion, de société en participation ou accord de coopération, dans toute société ayant des activités se rapportant directement ou indirectement au secteur d'activité du Groupe ainsi que, plus généralement, dans toutes sociétés commerciales, industrielles, ou financières.
- La prestation de tous services dont la chargeraient, pour leur compte commun, deux ou plusieurs des sociétés, groupements d'intérêts économiques, associations, entreprises ou organismes ci-dessus.

- Toutes opérations et négociations portant sur des valeurs mobilières, parts d'intérêts, droits sociaux ou titres quelconques.
- Et généralement, toutes opérations de quelque nature ou importance qu'elles soient, mobilières ou immobilières, dès lors qu'elles contribuent ou peuvent contribuer, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation de l'objet ci-dessus défini ou qu'elles permettent de sauvegarder directement ou indirectement les intérêts commerciaux ou financiers de la Société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation.

ARTICLE 3 - Dénomination

La dénomination de la Société est :

A2C MATERIAUX

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots «Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance» et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé à :

SAINT-SAUVEUR-lès-BRAY (77480)

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou des départements limitrophes par simple décision du Conseil de surveillance sous réserve de ratification par la plus prochaine assemblée générale ordinaire, et partout en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

En cas de transfert décidé conformément à la loi par le Conseil de surveillance, le Directoire est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 - Durée

La durée de la Société reste fixée à CINQUANTE (50) ans à compter du 05/08/1964, date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou dissolution anticipée prévus par les présents statuts.

ARTICLE 6 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 7 - Apports

1. Lors de sa constitution, il a été apporté à la société
une somme en numéraire de 10 000 Francs, soit
MILLE CINQ CENT VINGT QUATRE euros
QUARANTE NEUF centimes, ci 1 524,49 €
2. Par A.G.E. du 24/09/70, il a été effectué des apports
en numéraire pour 10 000 Francs, soit MILLE CINQ
CENT VINGT QUATRE euros QUARANTE NEUF
centimes, ci 1 524,49 €

3. Par A.G.E. du 29/09/71, il a été effectué des apports en numéraire pour 4 000 Francs, soit SIX CENT NEUF euros QUATRE VINGT centimes, ci 609,80 €
et il a été incorporé au capital la prime d'émission recueillie au titre de la précédente augmentation pour une somme de 66 000 Francs, soit DIX MILLE SOIXANTE ET UN euros SOIXANTE TROIS centimes, ci 10 061,63 €
et une somme de 20 000 Francs prélevée sur le report à nouveau, soit TROIS MILLE QUARANTE HUIT euros QUATRE VINGT DIX HUIT centimes, ci 3 048,98 €

4. Par A.G.E. du 06/06/83, il a été incorporé au capital une somme de 990 000 Francs prélevée sur les réserves, soit CENT CINQUANTE MILLE NEUF CENT VINGT QUATRE euros CINQUANTE TROIS centimes, ci 150 924,53 €

5. Par A.G.E. du 21/12/94, il a été incorporé au capital une somme de 3 300 000 Francs prélevée sur les réserves, soit CINQ CENT TROIS MILLE QUATRE VINGT UN euros SOIXANTE SEIZE centimes, ci 503 081,76 €

6. Par A.G.M. du 23/06/99, il a été incorporé au capital la réserve spéciale créée suite à la réduction du taux d'impôt sur les sociétés, soit la somme de 600 000 Francs, soit QUATRE VINGT ONZE MILLE QUATRE CENT SOIXANTE NEUF euros QUARANTE ET UN centimes, ci 91 469,41 €

7. Par la même assemblée, il a été incorporé au capital une somme de 1 559 570 Francs prélevée sur les réserves, soit DEUX CENT TRENTÉ SEPT MILLE SEPT CENT CINQUANTE QUATRE euros QUATRE VINGT ONZE centimes, ci 237 754,91 €

8. Par A.G.M. du 28/06/02, il a été incorporé au capital la réserve spéciale créée suite à la réduction du taux d'impôt sur les sociétés, soit la somme de QUATRE VINGT ONZE MILLE QUATRE CENT SOIXANTE DIX euros, ci 91 470,00 €

9. Par la même assemblée, il a été incorporé au capital une somme de HUIT MILLE CINQ CENT TRENTÉ euros, prélevée sur les réserves, ci 8 530,00 €

10. Par délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 15 novembre 2006, il a été apporté 1.003 actions de la Société SOTECOBIA INDUSTRIES, 527 actions de la Société CORBEIL PREDAL et 710 actions de la Société SABLIERES DU NOGENTAIS, pour une valeur nette de 1.614.114 euros. Ces apports ont été rémunérés par l'attribution de 1.244 actions, de 100 euros chacune, entièrement libérées et attribuées aux apporteurs dans les proportions ci-après :
- Madame Anne Marie CHARLE 463 actions
- Monsieur Arnaud CHARLE 781 actions
Soit une augmentation de capital de 124.400,00 €
La différence entre la valeur de l'apport et le montant de

l'augmentation du capital a représenté une prime d'apport de
1.489.714 euros.

TOTAL DES APPORTS

1 224 400,00 €

ARTICLE 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 1.224.400 euros, divisé en 12.244 actions de 100 euros chacune, entièrement libérées et de même catégorie.

ARTICLE 9 - Comptes courants

Les actionnaires peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en «Comptes courants». Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord commun entre l'actionnaire intéressé et le Conseil de surveillance. Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

ARTICLE 10 - Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider une augmentation de capital.

Elle peut déléguer au Directoire le pouvoir de réaliser l'augmentation de capital pour une durée de qui ne peut excéder 5 ans dans la limite d'un plafond global qu'elle fixera.

Dans la limite de la délégation donnée par l'assemblée générale, le Directoire dispose des pouvoirs nécessaires pour fixer les conditions d'émission, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent et procéder à la modification corrélative des statuts.

Il peut être décidé de limiter une augmentation de capital à souscrire en numéraire au montant des souscriptions recueillies, dans les conditions prévues par la loi.

Les émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances régies par l'article L 228-91 C. Com. sont autorisées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires conformément aux articles L 225-129 à L 225-129-6 C. Com. Celle-ci se prononce sur le rapport du Directoire et sur le rapport spécial du Commissaire aux comptes.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes, dans les conditions légales. Toutefois les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et l'assemblée générale extraordinaire peut décider, dans les conditions prévues par la loi,

de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

L'assemblée générale extraordinaire peut décider ou autoriser le Directoire à réaliser une réduction du capital social.

ARTICLE 11 - Libération des actions

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Directoire en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des actionnaires quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les actionnaires ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Directoire, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

ARTICLE 12 - Forme des valeurs mobilières

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout actionnaire peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 13 - Cession - transmission - Location des actions

1.- Les actions sont librement négociables. Elles se transmettent par virement de compte à compte sur instructions signées du Cédant ou de son représentant qualifié.

2.- Toutes cessions ou transmissions d'actions, y compris entre actionnaires, que lesdites cessions interviennent par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une Société actionnaire, de transmission universelle du patrimoine d'une Société ou par voie d'adjudication publique et qu'elles portent sur la seule nue-propriété ou sur le seul usufruit, doivent pour devenir définitives, être agréées par le Conseil de surveillance dans les conditions ci-après :

- L'actionnaire Cédant doit notifier la cession ou la mutation projetée à la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire, en indiquant les nom, prénoms, adresse et nationalité (ou l'identification) du ou des cessionnaires proposés, le nombre d'actions dont la cession ou la mutation est envisagée, ainsi que le prix offert ou l'estimation de la valeur des actions.

- Le Conseil de surveillance doit statuer sur l'agrément sollicité et notifier sa décision au Cédant par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les trois mois qui suivent la notification de la demande d'agrément. Le défaut de réponse dans ce délai équivaut à une notification d'agrément. La décision du Conseil n'a pas à être motivée, et en cas de refus, elle ne peut donner lieu à réclamation.

- Si le ou les cessionnaires proposés sont agréés, le transfert est régularisé au profit du ou desdits cessionnaires sur présentation des pièces justificatives, lesquelles devront être remises dans le mois qui suit la notification de la décision du Conseil de surveillance, faute de quoi un nouvel agrément serait nécessaire.

- En cas de refus d'agrément du ou des cessionnaires proposés, le Cédant peut à tout moment, y compris après l'expertise visée ci-dessous, conformément à l'article L 228-24 al.2 C.Com, faire connaître au Conseil de surveillance, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande

d'avis de réception, qu'il renonce à son projet.

Si le Cédant n'a pas renoncé expressément à son projet de cession, dans les conditions prévues ci-dessus, le Conseil de surveillance est tenu, dans le délai de quinze jours suivant sa décision, de notifier aux autres actionnaires, individuellement et par lettre recommandée, le nombre d'actions à céder ainsi que le prix proposé.

Les actionnaires disposent d'un délai de quinze jours pour se porter acquéreurs desdites actions.

En cas de demandes excédant le nombre d'actions offertes, il est procédé par le Conseil de surveillance à une répartition des actions entre lesdits demandeurs proportionnellement à leur part dans le capital social et dans la limite de leurs demandes. Si les actionnaires laissent expirer les délais prévus pour les réponses sans user de leur droit de préemption ou si, après l'exercice de ce droit, il reste encore des actions disponibles, le Conseil peut les proposer à un ou plusieurs acquéreurs de son choix.

- A défaut d'accord, le prix des actions préemptées est fixé à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil. Nonobstant l'expertise, la procédure de préemption est poursuivie à la diligence du Conseil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par l'actionnaire Cédant, moitié par les acquéreurs des actions préemptées.

Sauf accord contraire, le prix des actions préemptées est payable moitié comptant et le solde à un an de date avec faculté de libération anticipée portant sur la totalité de ce solde, à toute époque et sans préavis. En outre, un intérêt au taux de l'intérêt légal majoré de deux points est dû depuis la date de notification de la préemption jusqu'au paiement.

- La Société pourra également, avec le consentement de l'actionnaire Cédant, racheter les actions en vue d'une réduction de capital. A défaut d'accord entre les parties, le prix de rachat sera déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

- Si, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, la totalité des actions n'a pas été rachetée, l'agrément sera considéré comme donné. Toutefois, ce délai de trois mois pourra être prolongé par décision de justice à la demande de la Société.

- En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la transmission des droits de souscription à quelque titre que ce soit, ne s'opère librement qu'au profit des personnes à l'égard desquelles la transmission des actions est elle-même libre aux termes du paragraphe I ci-dessus.

- La transmission des droits d'attribution d'actions gratuites est soumise aux mêmes conditions que celle des droits de souscription.

- Les dispositions du présent article relatif à l'agrément du cessionnaire d'actions seront applicables à toute cession de valeurs mobilières émises par la Société, donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir à tout moment ou à terme des actions de la Société.

3 – Location des actions

Les actions peuvent être données en location à une personne physique, conformément et sous les réserves prévues à l'article L 239-2 du Code de commerce.

Le Locataire des actions doit être agréé dans les conditions prévues ci-dessus.

Le refus d'agrément du Locataire interdit la location effective des actions.

Pour que la location soit opposable à la Société, le contrat de location, établi par acte sous seing privé soumis à la formalité de l'enregistrement fiscal ou par acte authentique, doit lui être signifié par acte extra judiciaire ou accepté par son représentant légal dans un acte authentique. La fin de la location doit également être signifiée à la Société, sous l'une ou l'autre de ces formes.

La délivrance des actions louées est réalisée à la date de la mention de la location et du nom du Locataire à côté de celui du Bailleur dans le registre des titres nominatifs de la Société. Cette mention doit être supprimée du registre des titres dès que la fin de la location a été signifiée à la Société.

Le droit de vote appartient au Bailleur pour toutes les assemblées délibérant sur des modifications statutaires ou le changement de nationalité de la Société. Pour toutes les autres décisions, le droit de vote et les autres droits attachés aux actions louées, et notamment le droit aux dividendes, sont exercés par le Locataire, comme s'il était usufruitier des actions, le Bailleur en étant considéré comme le nu-propriétaire.

A compter de la délivrance des actions louées au Locataire, la Société doit lui adresser toutes les informations normalement dues aux actionnaires et prévoir sa participation et son vote aux assemblées.

Les actions faisant l'objet de la location doivent être évaluées, sur la base de critères tirés des comptes sociaux, en début et en fin de contrat. En outre, si la location est consentie par une personne morale, les actions louées doivent également être évaluées à la fin de chaque exercice comptable.

Les actions louées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une sous-location ou d'un prêt.

ARTICLE 14 - Indivisibilité des actions - Usufruit

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans toutes les assemblées générales, sous réserve de l'accord préalable du nu-propriétaire pour les décisions qui doivent être adoptées à l'unanimité.

Toutefois, le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les assemblées générales.

ARTICLE 15 - Droits et obligations attachés aux actions

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2 - Les actionnaires ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

3 - Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

4 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

5 - Les actions ayant une valeur nominale inférieure ou égale à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat peuvent être regroupées. Ces regroupements sont décidés par les assemblées générales d'actionnaires dans les conditions prévues pour la modification des statuts et selon les dispositions réglementaires.

Ils comportent l'obligation, pour les actionnaires, de procéder aux achats ou aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement.

Si le ou les actionnaires ayant pris cet engagement et ne le remplissent pas, les opérations de regroupement peuvent être annulées à la demande de tout intéressé. Dans ce cas, les achats et les ventes de rompus peuvent être annulés à la demande des actionnaires qui y ont procédé ou de leurs ayants cause, à l'exception des actionnaires défaillants, sans préjudice de tous dommages-intérêts s'il y a lieu.

La valeur nominale des actions regroupées ne peut être supérieure à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat.

Pour faciliter ces opérations, la Société doit, avant la décision de l'assemblée générale, obtenir d'un ou de plusieurs actionnaires l'engagement de servir pendant un délai de deux ans, au prix fixé par l'assemblée, la contrepartie tant à l'achat qu'à la vente des offres portant sur les rompus ou des demandes tendant à compléter le nombre de titres appartenant à chacun des actionnaires intéressés.

A l'expiration du délai fixé par le décret, les actions non présentées en vue de leur regroupement perdent leur droit de vote et leur droit au dividende est suspendu.

Les dividendes dont le paiement a été suspendu sont, en cas de regroupement ultérieur, versés aux propriétaires des actions anciennes dans la mesure où ils n'ont pas été atteints par la prescription.

Lorsque les propriétaires de titres n'ont pas la libre administration de leurs biens, la demande d'échange des anciens titres et les achats ou cessions de rompus nécessaires pour réaliser le regroupement sont assimilés à des actes de simple administration, sauf si les nouveaux titres sont demandés sous la forme au porteur en échange de titres nominatifs.

Les titres nouveaux présentent les mêmes caractéristiques et confèrent de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité les mêmes droits réels ou de créance que les titres anciens qu'ils remplacent.

Les droits réels et les nantissements sont reportés de plein droit sur les titres nouveaux attribués en remplacement des titres anciens qui en sont grevés.

6 - Sauf interdiction légale, il sera fait masse, au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la Société, avant de procéder à toute répartition ou remboursement, de telle manière que, compte tenu de la valeur nominale et de leur jouissance respectives, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

ARTICLE 16 - Directoire

1 - La Société est dirigée par un Directoire qui exerce ses fonctions sous le contrôle du Conseil de surveillance. Si le capital social est inférieur au seuil prévu par la loi, les fonctions dévolues au Directoire peuvent être exercées par une seule personne.

2 - La limite d'âge, pour l'exercice des fonctions de membre du Directoire, est fixée à soixante dix ans accomplis.

3 - Dans les conditions et pour la durée prévues par la loi, les membres du Directoire sont nommés par le Conseil de surveillance qui en fixe le nombre, confère à l'un d'eux la qualité de Président et détermine leur rémunération.

Les membres du Directoire sont révoqués par l'assemblée générale, sur proposition du Conseil de surveillance.

4 - Les membres du Directoire se réunissent chaque fois que l'intérêt social l'exige, sur convocation du Président ou de la moitié de ses membres, au lieu indiqué par l'auteur de la convocation ; ils peuvent être convoqués par tous moyens, même verbalement.

5 - Les décisions du Directoire sont prises à la majorité des membres présents. Nul ne peut voter par procuration au sein du Directoire.

ARTICLE 17 - Pouvoirs du Directoire

1 - Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi au Conseil de surveillance et aux assemblées d'actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Directoire qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

2 - Le Directoire n'a pas la qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations, les présents statuts réservant ce pouvoir à l'assemblée générale.

Toutefois, le Directoire ne peut accomplir les actes suivants, sans l'autorisation préalable du Conseil de surveillance :

- Cessions d'immeubles par nature,
- Cessions et prises de participations,
- Souscription d'un emprunt d'un montant unitaire supérieur à 1 M€,
- Octroi de caution, avals et autres garanties,
- Investissements supérieurs à 1 M€,
- Cessions d'actifs supérieurs à 1 M€.

3 - Le Président du Directoire représente la Société dans ses rapports avec les tiers. Le Conseil de surveillance peut également attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs autres membres du Directoire qui portent alors le titre de «Directeur Général».

Le Président du Directoire et les Directeurs Généraux ou le Directeur Général unique sont autorisés à substituer partiellement dans leurs pouvoirs tous mandataires spéciaux qu'ils aviseront.

ARTICLE 18 - Conseil de surveillance

1 - Le Conseil de surveillance est composé de trois membres au moins et de dix-huit au plus.

2 - Chaque membre du Conseil de surveillance doit être pendant toute la durée de ses fonctions propriétaire de une action, au moins.

3 - La durée des fonctions des membres du Conseil de surveillance est de six années.

4 - Tout membre sortant est rééligible. Toutefois, le mandat de tout membre personne physique prend fin, de plein droit, sans possibilité de renouvellement, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle l'intéressé atteint l'âge de quatre vingt dix ans.

5 - Dans la limite du tiers des membres en fonction, les membres du Conseil de surveillance peuvent bénéficier d'un contrat de travail correspondant à un emploi effectif.

6 - Le Conseil de surveillance nomme parmi ses membres un Président et un Vice-Président qui exercent leurs fonctions pendant toute la durée de leur mandat de membre du Conseil de surveillance.

7 - Les membres du Conseil de surveillance sont convoqués aux séances du Conseil par tous moyens, même verbalement.

8 - Les décisions sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi. En cas de partage des voix, celle du Président de séance est prépondérante.

9 - Les réunions du Conseil de surveillance ne peuvent être tenues par des moyens de visioconférence ou autres moyens de télécommunication, même si ceux-ci sont conformes à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 19 - Bureau et réunions du Conseil de surveillance

1 - Le Conseil de surveillance nomme parmi ses membres un Président et un Vice-Président qui exercent leurs fonctions pendant toute la durée de leur mandat de membre du Conseil de surveillance.

2 - Le Conseil de surveillance ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président de séance est prépondérante.

3 - Les délibérations du Conseil de surveillance sont constatées au moyen de procès-verbaux établis et conservés dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 20 - Mission du Conseil de surveillance

Le Conseil de surveillance exerce un contrôle permanent de la gestion du Directoire. A ce titre, il peut, à toute époque de l'année, opérer les vérifications et contrôles qu'il juge opportuns et se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Une fois par trimestre au moins, il entend un rapport du Directoire sur la gestion de la Société.

ARTICLE 21 - Conventions réglementées

1 - Il est interdit aux membres du Directoire et du Conseil de surveillance de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, et de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements auprès de tiers. Cette interdiction s'applique également aux représentants permanents des personnes morales membres du Conseil de surveillance, au conjoint, ascendants et descendants des personnes ci-dessus visées ainsi qu'à toute personne interposée.

2 - Toute convention intervenant directement ou indirectement ou par personne interposée entre la Société et un membre du Directoire ou du Conseil de surveillance, un actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou s'il s'agit d'une Société actionnaire, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil de surveillance.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées ci-dessus est indirectement intéressée.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si l'un des membres du Directoire ou du Conseil de surveillance de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, Gérant, administrateur, membre du Conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Ces conventions doivent être autorisées et approuvées dans les conditions de l'article L 225-88 du Code de commerce.

3 - Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à la procédure d'autorisation et d'approbation prévue aux articles L 225-86 et suivants du Code de commerce.

Cependant et, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, ces conventions doivent être communiquées par l'intéressé au Président du Conseil de surveillance. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le Président du Conseil de surveillance aux membres du Conseil de surveillance et aux Commissaires aux comptes au plus tard le jour du Conseil arrêtant les comptes de l'exercice écoulé.

ARTICLE 22 - Commissaires aux comptes

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixées par la loi, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

ARTICLE 23 - Assemblées générales

1 - Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

2 - L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions pourvu qu'elles aient été libérées des versements exigibles.

Tout actionnaire a le droit d'assister à l'assemblée sur justification de son identité et de l'inscription de ses actions dans les comptes de la Société.

Même s'il est privé du droit de vote, le nu-propriétaire d'actions a toujours le droit de participer aux assemblées générales.

3 - Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint.

Tout actionnaire peut voter par correspondance. Tout formulaire de vote par correspondance doit pour être pris en compte, parvenir à la Société au moins trois jours avant la date de l'assemblée.

4. Tout actionnaire peut également participer aux assemblées générales par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication dans les conditions fixées par les lois et règlements et qui seront mentionnés dans l'avis de convocation.

5 - Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil de surveillance ou, en son absence, par le membre du Conseil de surveillance le plus ancien présent à cette assemblée. A défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

6 - Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent.

Chaque action donne droit à une voix. Toutefois, la Société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir.

Il en est de même, dans le cas, des actions non libérées des versements exigibles, qui sont, de ce fait, privées du droit de vote (Art. L 228–29 C. Com.)

7 - La compétence respective des assemblées ordinaires, extraordinaires et spéciales est celle prévue par la loi.

8 - L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins un cinquième des actions ayant droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

9 - L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins un quart des actions ayant droit de vote sur première convocation, et au moins un cinquième des actions ayant droit de vote sur deuxième convocation.

10 - Les assemblées spéciales ne délibèrent valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins le tiers des actions ayant droit de vote sur première convocation, et au moins un cinquième des actions ayant droit de vote sur deuxième convocation.

11 - L'assemblée générale ordinaire statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

12 - L'assemblée générale extraordinaire et l'assemblée spéciale statuent à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

13 - Par dérogation, l'augmentation de capital réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission est valablement adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises pour les décisions ordinaires.

14 - Certaines décisions nécessitent l'unanimité et notamment, les augmentations de capital par élévation de la valeur nominale des titres réalisées autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission.

ARTICLE 24 - Comptes annuels

Le Directoire tient une comptabilité régulière des opérations sociales. Il dresse les comptes annuels conformément aux lois et usages du commerce.

ARTICLE 25 - Affectation des résultats

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour doter le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'assemblée générale décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non.

Le solde est réparti entre tous les actionnaires au prorata de leurs droits dans le capital.

La perte de l'exercice est inscrite au report à nouveau à l'effet d'être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à son apurement complet.

ARTICLE 26 - Paiement des dividendes

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont déterminées par l'assemblée générale ou à défaut par le Conseil de surveillance.

En tout état de cause, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant des acomptes sur dividendes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions.

ARTICLE 27 - Perte des capitaux propres

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Directoire est tenu dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions de l'article L 224-2 du Code de commerce, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

ARTICLE 28 - Liquidation

1 - Sous réserve du respect des prescriptions légales impératives en vigueur, la liquidation de la Société obéira aux règles ci-après, observation faite que les articles L 237-14 à L 237-31 du Code de commerce ne seront pas applicables.

2 - Les actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire nomment aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires, parmi eux ou en dehors d'eux, un ou plusieurs Liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et la rémunération.

Cette nomination met fin aux fonctions du Directoire et, sauf décision contraire de l'assemblée, à celles des Commissaires aux comptes et des membres du Conseil de surveillance.

L'assemblée générale ordinaire peut toujours révoquer ou remplacer les Liquidateurs et étendre ou restreindre leurs pouvoirs.

Le mandat des Liquidateurs est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

3 - Les Liquidateurs ont, conjointement ou séparément, les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, aux prix, charges et conditions qu'ils aviseront, tout l'actif de la Société et d'éteindre son passif.

Le ou les Liquidateurs peuvent procéder, en cours de liquidation, à la distribution d'acomptes et, en fin de liquidation, à la répartition du solde disponible sans être tenus à aucune formalité de publicité ou de dépôt des fonds.

Les sommes revenant à des actionnaires ou à des créanciers et non réclamées par eux seront versées à la Caisse des Dépôts et Consignations dans l'année qui suivra la clôture de la liquidation.

Le ou les Liquidateurs ont, même séparément, qualité pour représenter la Société à l'égard des tiers, notamment des administrations publiques ou privées, ainsi que pour agir en justice devant toutes les juridictions tant en demande qu'en défense.

4 - Au cours de la liquidation, les assemblées générales sont réunies aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige sans toutefois qu'il soit nécessaire de respecter les prescriptions des articles L 237-23 et suivants du Code de commerce.

Les assemblées générales sont valablement convoquées par un Liquidateur ou par des actionnaires représentant au moins le cinquième du capital social.

Les assemblées sont présidées par l'un des Liquidateurs ou, en son absence, par l'actionnaire disposant du plus grand nombre de voix. Elles délibèrent aux mêmes conditions de quorum et de majorité qu'avant la dissolution.

5 - En fin de liquidation, les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire statuent sur le compte définitif de la liquidation, le quitus de la gestion du ou des Liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent, dans les mêmes conditions, la clôture de la liquidation.

Si les Liquidateurs négligent de convoquer l'assemblée, le Président du Tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé peut, à la demande de tout actionnaire, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation.

Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer, ou si elle refuse d'approuver les comptes de la liquidation, il est statué par décision du Tribunal de commerce, à la demande du Liquidateur ou de tout intéressé.

6 - Le montant des capitaux propres subsistant, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre toutes les actions.

Lors du remboursement du capital social, la charge de tous impôts que la Société aurait l'obligation de retenir à la source sera répartie entre toutes les actions indistinctement en proportion uniformément du capital remboursé à chacune d'elles sans qu'il y ait lieu de tenir compte des différentes dates d'émission ni de l'origine des diverses actions.

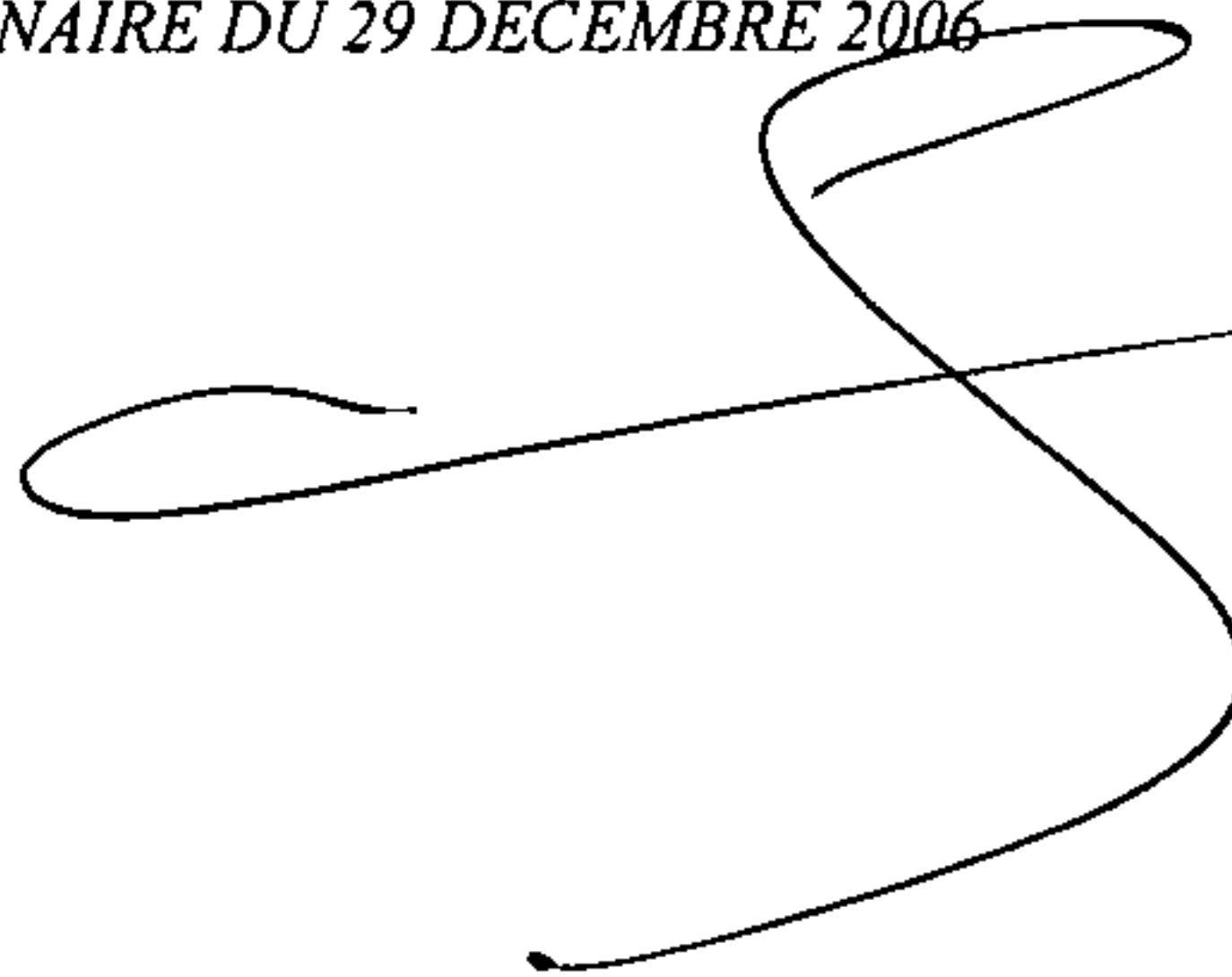
7 - Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'actionnaire unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 29 - Contestations

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant le cours de la Société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, soit entre la Société et les actionnaires eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, ou généralement au sujet des affaires sociales, seront soumises aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

STATUTS ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

EXTRAORDINAIRE DU 29 DECEMBRE 2006

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke.